

## Études internationales



MEILLASSOUX, Claude. *Anthropologie de l'esclavage*. Paris, PUF, Coll. : « Quadrige », 262, 1998 (1986), 375

Martin Paquet

Volume 30, numéro 3, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704060ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704060ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquet, M. (1999). Compte rendu de [MEILLASSOUX, Claude. *Anthropologie de l'esclavage*. Paris, PUF, Coll. : « Quadrige », 262, 1998 (1986), 375]. *Études internationales*, 30(3), 606–609. <https://doi.org/10.7202/704060ar>

type inquisitorial comme celle dont souffrirent les Cathares, 2) l'invention de l'État-nation, 3) la solidarité face à un ennemi commun, 4) « l'irrédentisme contrôlé » qui apparaît lorsque les mouvements ethniques sont fonction des manipulations des puissances voisines, 5) l'épuisement mutuel et 6) l'assimilation liée à la force d'attraction de la société majoritaire.

La deuxième partie intitulée « probing the orthodox dichotomy » ne comporte qu'un chapitre spécifiquement consacré à cette question, celui de Dominique Schnapper qui n'utilise malheureusement pas un excellent article d'Alain Dieckhoff sur le sujet. (A. DIECKHOFF, « La déconstruction d'une illusion. L'introuvable opposition entre nationalisme politique et nationalisme culturel », in *L'Année Sociologique*, (1) 46, juin 1996, pp. 43-56.) Les deux autres chapitres de cette partie traitent de la relation entre « démocratie et nationalisme » et « la formation d'identités post-nationalistes ». Le premier part de l'œuvre de l'abbé Sieyès pour souligner le caractère consubstantiel de la relation entre sentiment national et souveraineté du peuple. Il soutient, un peu à la manière de Louis Dumont, que c'est là « le nationalisme à la française » par excellence mais on aurait aimé voir réfutés les arguments de ceux qui – comme Pierre Birnbaum – considèrent que le nationalisme à la française se trouve plutôt chez Barrès et Maurras. Le chapitre sur « l'identité post-nationale » est lui aussi décevant parce qu'il ignore le débat qu'entretiennent des auteurs de sciences sociales comme Anthony Smith, Benedict Anderson et Arjun Appadurai sur ce sujet ô combien d'actualité. S'en tenir aux critiques de Habermas

ou Jean-Marc Ferry quant aux risques d'anomie qu'engendrerait une remise en cause de l'État-nation ne suffit pas : Appadurai montre bien que celui-ci est déjà battu en brèche par d'innombrables flux transnationaux et qu'il s'agit maintenant de prendre la mesure de ces changements. C'est eux qui ont donné naissance à ce que B. Anderson a appelé « long distance nationalism », le nationalisme impulsé par les diasporas dont il n'est pas question ici.

Au total cet ensemble très riche souffre aux yeux du politiste d'un excès d'histoire des idées et de pure théorie et d'un déficit de références aux travaux les plus novateurs en sciences sociales sur les mutations du nationalisme contemporain. Sans doute le fait que ce volume ait été d'abord publié comme numéro spécial du *Canadian Journal of Philosophy* explique-t-il ce déséquilibre.

Christophe JAFFRELOT

CERI – CNRS  
Paris

### Anthropologie de l'esclavage.

MEILLASSOUX, Claude. Paris, PUF, Coll. : « Quadrige », 262, 1998 (1986), 375 p.

L'année 1998 marque le cent cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage par la France de la Deuxième République. Si, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, les principaux pays occidentaux éradiquent cette forme de domination de l'humain par l'humain, elle demeure encore une triste réalité ailleurs dans le monde, notamment en Ouganda et au Soudan (*Le Monde diplomatique*, février 1998, pp. 12-13). L'objet d'étude de Claude Meillassoux dans son *Anthropologie de l'esclavage*

conserve donc une actualité certaine. Son propos garde même une certaine pertinence, comme nous le verrons plus bas.

Traitant essentiellement des sociétés de l'Afrique de l'Ouest, *L'Anthropologie de l'esclavage* veut cerner le rapport de l'état de l'esclavage, c'est-à-dire le sort vécu ou potentiel de l'esclave, au marché. En effet, « le marché place les esclaves, en tant que classe sociale, dans ce cadre général de détermination qui façonne leur état commun par rapport auquel se définissent, dans chaque société esclavagiste, les conditions individuelles, diverses et changeantes, de chacun d'eux selon leur mode d'insertion » (p. 11).

Dès lors, pour mieux extirper les invariants économiques de la domination esclavagiste, la démonstration emprunte la classique division tripartite. D'emblée, elle se penche sur le « ventre », sur la dialectique de l'esclavage, soit l'analyse de l'espace économique façonnant l'état de l'esclave (pp. 43-140). Puis, elle se tourne vers le « fer », à l'aristocratie militaire africaine dans son exercice de la domination esclavagiste, grâce au brigandage, à la razzia, à la guerre de capture, à l'établissement d'une « cour divine » et au travail de la terre (pp. 143-234). Enfin, elle s'intéresse à l'« argent », à l'esclavage dans les sociétés marchandes, au sein des villes et de la paysannerie, ainsi que ses diverses modalités d'exploitation et les caractéristiques du marché esclavagiste (pp. 237-312).

Cette réédition intégrale comprend de nombreux écueils. Elle reprend une argumentation figée dans le temps, sans souci de son contexte de production scientifique. Ainsi, la bibliographie et les références demeurent

datées, puisque les ouvrages sont tous antérieurs à 1986. Pis encore, en insistant sur la pérennité des structures esclavagistes, l'érudition s'intègre mal à la démonstration en employant maints exemples tirés de l'Antiquité gréco-romaine et du Moyen-Âge, situés hors du contexte des sociétés africaines des <sup>xix</sup><sup>e</sup> et <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècles. L'argumentation s'articule parfois de manière imparfaite, à l'instar de cet article remanié sur la dimension historique de l'esclavage ouest-africain (pp. 43-67), s'insérant difficilement à l'analyse de l'espace économique. Enfin, les explications se dégageant de l'analyse se veulent globalisantes, aux prétentions universelles, où l'apport de nombreuses nuances s'avérerait nécessaire. Ici, une véritable révision aurait permis une remise à jour des thèses présentées, à la fois par un travail de réécriture assurant une cohésion plus grande de la démonstration, par un suivi à partir de nouvelles enquêtes empiriques sur le terrain, ainsi que par l'élargissement de la perspective dans l'espace et dans le temps. Une nouvelle préface, à la rigueur, aurait averti des nécessaires précautions de lecture. À la décharge de l'auteur, cette révision relève en partie du directeur de la collection « Quadrige » qui tenait visiblement soit à offrir au lecteur la quintessence d'une œuvre impérissable, soit à réduire au minimum les coûts de l'édition.

Le tout s'inscrit ainsi dans un ensemble auto-référentiel doté de ses propres outils conceptuels, celui du matérialisme historique. Ce qui donne parfois une scolastique quelque peu déphasée par rapport à la recherche contemporaine, à l'exemple de cette question brûlante d'actualité placée à l'entête de l'argumentation : « Que

nous apportent donc le matérialisme historique et plus particulièrement Marx et Engels sur l'esclavage?» (p. 15) Il faut donc verser la capitulation à l'Église pour mieux goûter les lumières de la révélation et adhérer à la pleine teneur des conclusions. Ce faisant, l'analyse de Meillassoux récuse une approche juridique de l'esclavage (pp. 9-10), estimant que le droit ne saurait « être l'expression objective d'une réalité sociale ni en contenir l'explication », car il ne constitue que « le reflet d'une conception personnalisée, individualisée de l'autorité s'appuyant sur l'idéologie patriarcale ». Plus encore, « le rapport esclavagiste comme individuel », exprimé selon l'approche juridique, « masque et neutralise, en l'occurrence, le rapport de classe » (p. 10). Passons ici sur l'inadéquation ethnocentrique et l'anachronisme de la classification des classes sociales, qu'elle s'exprime sous des modes de production antique, asiatique ou féodal.

Relevons plutôt le présupposé idéologique orientant l'analyse, celui du déterminisme de l'objectivité, cette dernière trouvant sa forme la plus achevée sous un économisme systématique. Ce présupposé disqualifie toute compréhension culturelle du phénomène de l'esclavage, qu'elle soit juridique ou autre, ravalant les attitudes et les comportements issus de la domination esclavagiste au fourre-tout pratique de la fausse conscience et de l'aliénation (pp. 129-131). L'explication devient donc un peu courte. En s'y limitant, il est difficile de saisir le lacs des croyances et des représentations symboliques qui sous-tendent les rapports patriarcaux et de domination entre le maître et l'esclave (voir Eugene Genovese, *Roll Jordan Roll*; the

*World the Slaves Made*, 1974). Sous un jour plus prosaïque, l'économie de marché n'explique pas à elle seule le comportement d'Oncle Tom ou la nature des relations intimes entre Thomas Jefferson et Sally Hemmings. Comme pour toute construction historiciste, la théorie modélisante demeure à la merci de n'importe quel petit fait empirique qui pourra asséner un coup fatal au noyau dur du programme de recherche.

À maints égards, l'analyse de Claude Meillassoux peut être mise en parallèle avec les travaux du prix Nobel en économie, Robert William Fogel, historien américain de la période *antebellum* (*Time in the Cross; The Economics of American Negro Slavery*, 1974; *Without Consent or Contract: The Rise and Fall of American Slavery*, 1992). Tous deux mettent l'accent sur les structures économiques de l'esclavage. Ils utilisent de concert la modélisation mathématique, à l'instar des estimations académiques de Meillassoux sur le nombre d'esclaves nécessaires à la sustentation d'une population non productive (pp. 96-98), du taux éco-démographique de reproduction esclavagiste (pp. 286-289). Ils recourent également à une rhétorique mathématisante, telle que ces formules subsumant le profit marchand de l'esclave, soit  $P = \_K + (\_B - \_B)$  (88) et  $P = mB - H$  (pp. 293-294); la durée de son amortissement, soit  $D = H/m$  (*ibid.*); ou encore la répartition sociale du surproduit individuel, soit  $\_B = x_1 + \_B + 1/ \_C$  (26).

Privilégiant des explications nomothétiques et historicistes du changement socio-historique, Fogel et Meillassoux, chacun à leur manière,

cherchent à discerner des lois objectives. Appartenant à la chapelle rationaliste des économistes de l'École de Chicago, Fogel identifie la poursuite de l'intérêt personnel comme moteur de l'Histoire, ce qui lui permet d'affirmer l'efficacité de l'institution esclavagiste du Sud américain. Institution si efficace par ailleurs que le lecteur peut se questionner sur l'existence d'autres motifs à la guerre civile, nonobstant la rationalité relative à la transformation des marchés. Fidèle à l'évangile du matérialisme historique et de l'anthropologie marxiste des années 1970, Meillassoux élargit la perspective à une dimension macro-sociale, celle des rapports conflictuels entre classes. Encore là, la démarche se fait profondément déshumanisante, ce qui constitue un paradoxe pour l'étude d'une institution procédant à une désocialisation, à une dépersonnalisation, à une désexualisation et à une décivilisation d'êtres humains (pp. 101-116).

Bref, la réédition de *L'anthropologie de l'esclavage* conserve tout de même une pertinence pour l'anthropologie actuelle. Dans leur compréhension des tendances de la production scientifique de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, les archéologues du savoir auront désormais un accès facilité à un important vestige d'un épigone de Louis Althusser et de Nicos Poulantzas.

Martin PAQUET

Département d'histoire-géographie  
Université de Moncton,  
Edmundston, Canada

## La Politique Internationale.

DE SENARCLENS, Pierre. Paris, Armand Colin, 1998, 190 p.

Les relations politiques et stratégiques entre les États sont l'objet d'un nombre croissant d'études qui s'attachent à comprendre le rôle des politiques internationales dans la formation et le devenir des sociétés contemporaines. La multiplicité des institutions et la diversité des enjeux qui déterminent l'ordre des relations entre les nations témoignent de la complexité de ce champ de recherche en perpétuelle transformation et dont les contours sont sans cesse renouvelés par l'actualité. L'étude des relations internationales apparaît ainsi comme un domaine morcelé, théâtre de nombreuses polémiques économiques, politiques, juridiques ou sociologiques. Rendre compte, dans un ouvrage concis et clair, de la complexité de ce domaine est une gageure que Pierre De Senarclens s'est attaché à relever.

Professeur de relations internationales à l'université de Lausanne et ancien directeur de la division des droits de l'homme et de la paix à l'UNESCO, l'auteur propose une réflexion critique des principaux cadres conceptuels sur l'analyse des relations internationales. L'ouvrage s'articule autour de onze chapitres qui décrivent différentes perspectives épistémologiques sur la politique internationale.

Dans le premier chapitre, l'auteur souligne le caractère multidisciplinaire de ce domaine et les limites de l'élaboration de modèles scientifiques pour comprendre les politiques étrangères des États. Ces dernières ne peuvent s'appréhender qu'à partir de plusieurs cadres conceptuels, de plusieurs